

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2019.132 Séance du 18 décembre 2019

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 18 décembre 2019 à 20h00, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 12 décembre 2019 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie ZAMMIT-HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Mme Céline LOPEZ, M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Daniel ABRIAL, M. Michel FAURE, M. Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, M. Gérard ALLIBE, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Laurence THON, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Mireille DEYGAS, Mme Aurélie FÉLIX.

Ont donné pouvoir : M. Jean-Marc ANDRÉ à M. Michel FAURE, Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, Mme Nadine NICOLAS à M. Pascal BERRANGER, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Aurélie FÉLIX, Mme Nathalie VALETTE à M. Gérard COLOMBET, M. Michel BOURGEOIS à M. Gérard ALLIBE.

Conseillers municipaux présents : 18

Mme Mireille DEYGAS a été désignée secrétaire de séance.

Objet : Approbation de la modification n°5 du PLU de la commune de CHATUZANGE-LE-GOUBET

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Monsieur le rapporteur :

Rappelle que le projet de modification n°5 du P.L.U. a été :

- Lancé par arrêté en date du 19/07/2019,
- Notifié pour avis aux personnes publiques prévues par l'article L.153-40 du code de l'urbanisme,
- Soumis, avec les avis reçus des personnes publiques, à enquête publique du lundi 4 novembre 2019 au lundi 18 novembre 2019

Rappelle que, suite à la demande d'examen au cas par cas, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale a décidé de ne pas soumettre cette procédure de modification à évaluation environnementale (décision du 24/09/2019).

Précise que :

- Les personnes publiques ayant répondu ont toutes formulé un avis favorable au projet de modification, assorti de remarques pour Valence Romans Agglomération et le SCOT Grand Rovaltain et sans remarque pour le Département de la Drôme ;
- Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve au projet de modification, assorti de recommandations portant sur la prise en compte de trois remarques émises lors de l'enquête publique.

Ajoute que parmi les remarques émises à l'enquête publique, deux remarques portant l'une sur l'augmentation de la hauteur des clôtures en zone AUa et l'autre sur la possibilité de construire sur un terrain résiduel de la zone AUa après son aménagement, pourraient être prises en considération, car elles relèvent bien de la procédure de modification et ne remettent pas en cause les objectifs de la modification n°5. En outre, la prise en compte de ces deux remarques répond à deux recommandations du commissaire enquêteur.

Observe que la 3ème recommandation du commissaire enquêteur porte sur la prise en compte d'une remarque formulée par des riverains de la zone AU des Buissonniers ouverte à l'urbanisation, en vue du maintien d'une conduite d'irrigation située dans l'actuelle zone AU et pour un recul des futures constructions. Cette remarque sera prise en compte lors de la signature de l'acte de vente.

Propose :

> D'adapter le règlement de la zone AUa afin de porter de 1,80 m à 2 m la hauteur maximale des clôtures dans cette zone, pour répondre à une remarque émise à l'enquête publique, mais aussi être en cohérence avec le règlement des autres zones.

> D'adapter le règlement de la zone AUa, afin de permettre la construction sur les parties résiduelles pouvant subsister après aménagement d'ensemble des zones AUa, afin de répondre à une remarque émise à l'enquête publique.

Vu le code de l'urbanisme,

Vu la délibération du 20 novembre 2012 approuvant le P.L.U.,

Vu l'arrêté municipal n°2019.314 en date du 19 juillet 2019 initiant la procédure de modification n°5 du PLU,
Vu l'arrêté municipal n°2019.437 en date du 14 octobre 2019 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du P.L.U.,
Vu le dossier de modification n°5 du P.L.U.,
Vu les avis des personnes publiques,
Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,
Considérant que le projet de modification du PLU est prêt à être approuvé ;

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **DECIDE** d'approuver la modification n°5 du P.L.U., en intégrant les adaptations proposées par Monsieur le rapporteur ;
- **DIT** que le dossier de « Modification n°5 du P.L.U. » est annexé à la présente délibération ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département et d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune ;
- **DIT**, que le P.L.U. modifié est tenu à la disposition du public à la mairie de Chatuzange le Goubet aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- **DIT** que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification du P.L.U. ne seront exécutoires qu'après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (1^{er} jour de l'affichage en mairie, insertion dans un journal, publication au recueil des actes administratifs).

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La publication le :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2019. 83 Séance du 18 septembre 2019

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 18 septembre 2019 à 20h00, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 12 septembre 2019 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER, Mme Nathalie ZAMMIT-HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Mme Céline LOPEZ, M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Jean-Marc ANDRÉ, M. Daniel ABRIAL, M. Michel FAURE, Mme Nadine NICOLAS, M. Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, M. Gérard ALLIBE, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Laurence THON, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Mireille DEYGAS, Mme Nathalie VALETTE, Mme Aurélie FÉLIX.

Ont donné pouvoir : M. Gérard COLOMBET à M. Christian GAUTHIER, Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Aurélie FÉLIX, M. Michel BOURGEOIS à M. Gérard ALLIBE.

Conseillers municipaux présents : 20

Mme Nathalie ZAMMIT-HELMER a été désignée secrétaire de séance.

Objet : Approbation de la déclaration de projet d'extension de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux dénommée « Pôle Stockage Energie», emportant la mise en compatibilité n°5 du PLU de Chatuzange-le-Goubet

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Rappel de l'historique de la procédure :

La procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité n°5 du PLU de Chatuzange-le-Goubet a été initiée par un arrêté de Monsieur le Maire en date du 27/02/2019.

L'objet de la procédure est de reconnaître, par une déclaration de projet, l'intérêt général que présente le projet **d'extension de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux** sur la commune de Chatuzange-le-Goubet.

La reconnaissance de cet intérêt général, par la déclaration de projet, entraîne conjointement la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Chatuzange-le-Goubet, approuvé le 20/11/2012, et cela afin d'intégrer les modifications réglementaires qu'il est nécessaire d'apporter au PLU pour permettre la réalisation de ce projet.

Comme prévu par la procédure fixée par le Code de l'urbanisme, les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan avec le projet ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'État, de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9, en Mairie de Chatuzange-le-Goubet, le 29/04/2019. Au cours de cette réunion, les personnes publiques ont émis un avis favorable. Le compte-rendu de cette réunion d'examen conjoint a été dûment joint au dossier d'enquête publique.

La procédure de mise en compatibilité du PLU étant soumise à évaluation environnementale, celle-ci a été réalisée et jointe au dossier d'enquête publique ;

L'avis favorable tacite de l'Autorité Environnementale sur le contenu de l'évaluation environnementale a également été joint au dossier d'enquête publique.

L'enquête publique portant à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU avec le projet s'est déroulée du 17/06/2019 au 18/07/2019.

Le commissaire-enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions le 13/08/2019.

Le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable au projet de mise en compatibilité du PLU avec la déclaration d'intérêt général du projet **d'extension de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux**. Cet avis favorable est sans réserve.

Une simple recommandation, visant à faire connaître à la population de Chatuzange-le-Goubet les compensations qui seront mises en place en contrepartie de la réduction de l'espace agricole, est proposée par le commissaire enquêteur.

Il n'est donc pas envisagé d'apporter de modifications au projet suite à l'enquête publique.

Déclaration de projet – l'intérêt général du projet d'extension de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux à Chatuzange-le-Goubet

L'intérêt général du projet **d'extension de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux** est décrit dans la notice de présentation du projet, annexé à la présente délibération, et soumis à l'enquête publique.

La gestion des déchets non dangereux est un enjeu d'intérêt public. Cette gestion est désormais encadrée par une législation et une réglementation qui visent à concilier les exigences environnementales avec l'augmentation des quantités de déchets produits, aussi bien par les ménages que par les activités économiques.

> Le projet d'extension du Pôle Stockage Énergie de Chatuzange-le-Goubet, qui vise à permettre la poursuite de son exploitation sur 21 ans à partir de 2022 s'inscrit dans la démarche de gestion durable des déchets dont les orientations sont fixées par la loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) d'août 2015 et par le plan interdépartemental de **prévention et de gestion des déchets non dangereux Ardèche-Drôme, approuvé en avril 2016** :

- la capacité de stockage annuelle de l'installation sera réduite de 180 000 tonnes/an à 150 000 tonnes/an à partir de 2022 et 140 000 tonnes/an à partir de 2025 ; La capacité autorisée du site de Chatuzange-le-Goubet respectera ainsi les objectifs de réduction d'élimination des déchets en installation de stockage. Par rapport aux tonnages admis en ISDnD¹ en 2010 sur la partie Nord des départements de la Drôme et de l'Ardèche, la réduction de la capacité de stockage sera de 40% en 2020 et de 53% en 2025.

- les déchets acceptés continueront à ne comporter que des déchets ultimes, qui auront fait l'objet d'une étape de tri à la source et de valorisation matière. Il est à noter que l'installation, à ce jour, accepte principalement des refus de collecte, de tri et de valorisation, à hauteur de 60-70% des tonnages entrants.

> Le projet est nécessaire pour répondre aux besoins en stockage des départements de la Drôme et de l'Ardèche en termes d'élimination des déchets ultimes, tels que définis dans le plan interdépartemental : les capacités d'élimination des déchets disponibles sur le territoire du plan à l'horizon 2021 et 2027, en incluant ce projet, sont d'ailleurs inférieures aux besoins estimés.

La fermeture de l'ISDnD de Saint-Sorlin-en-Valloire fin 2016 a notamment renforcé la précarité de la situation préexistante en termes de capacité de stockage sur la partie Nord du territoire. Dans le passé, comme par exemple en 2010, une partie non négligeable de déchets (de l'ordre de 34 000 tonnes) a dû être détournée du site de Chatuzange-le-Goubet, car sa capacité maximale avait été atteinte.

> Avec un taux de valorisation très important du biogaz, cette installation de stockage de déchets ultimes permet de produire de l'énergie verte (production d'électricité représentant l'équivalent de la consommation de 9000 foyers en 2017) et de la chaleur, réutilisée pour le traitement des lixiviats et l'évaporation des perméats.

L'intérêt général du projet d'extension de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux, pour la collectivité, porte donc notamment sur les points suivants :

- pouvoir disposer, en particulier pour les déchets non dangereux du Nord de la Drôme et de l'Ardèche, d'une capacité de stockage des déchets non dangereux et n'ayant pu être recyclés ou valorisés en amont. Cette capacité de stockage est nécessaire dans la filière de traitement des déchets de la Drôme et de l'Ardèche et s'inscrit dans le cadre des orientations du Plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux 07-26, approuvé en avril 2016.

- permettre une valorisation de ces déchets par la production d'énergie à partir des biogazs produits (la valorisation actuelle est de 99,5%) et donc de faire de ces déchets ultimes une source d'énergie renouvelable.

- permettre d'optimiser les installations existantes sur le site : accueil, pesage, plateformes de valorisation des biogazs et de traitement des lixiviats,...

Mise en compatibilité du PLU

Afin de permettre la réalisation de ce projet d'intérêt général, les modifications à apporter au PLU portent sur les points suivants :

Document graphique du Règlement (Plan de zonage) :

Le règlement graphique nécessite plusieurs adaptations :

- l'extension du secteur Nd au Nord de l'autoroute ;
- l'extension des secteurs Nda et Nd au sud de l'autoroute ;
- la suppression d'un espace boisé classé situé dans le secteur précédent.

Règlement écrit :

Le règlement écrit doit évoluer afin de préciser et adapter le règlement des secteurs Nd et Nda en ce qui concerne les occupations du sol autorisées sous condition ;

¹ ISDnD : Installation de stockage de déchets non dangereux

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.153-54 à L.153-59 et R.153-15 à R.153-17 ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Chatuzange-le-Goubet approuvé le 20/11/2012 ;
Vu l'arrêté de M. le Maire en date du 27/02/2019 portant lancement de la procédure de déclaration de projet pour **l'extension de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux** à Chatuzange-le-Goubet et de mise en compatibilité du PLU de Chatuzange-le-Goubet ;
Vu le compte rendu de la réunion d'examen conjoint du 29/04/2019 ;
Vu l'avis tacite de l'Autorité Environnementale sur le contenu de l'évaluation environnementale,
Vu le rapport et les conclusions favorables du commissaire-enquêteur ;

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** le dossier de déclaration de projet tel qu'annexé à la présente délibération ;
- **PRONONCE**, par cette déclaration de projet, l'intérêt général du projet **d'extension de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux** à Chatuzange-le-Goubet, pour les motifs précédemment énumérés ;
- **APPROUVE** la mise en compatibilité du PLU de Chatuzange-le-Goubet avec la déclaration de projet, telle qu'annexée à la présente délibération ;
- **CHARGE** Monsieur le Maire de réaliser l'ensemble des formalités et mesures d'exécution de cette délibération.

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues par les articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme :

- Affichage pendant un mois en mairie.
- Mention de cet affichage insérée un journal diffusé dans le département.
- Publication au Recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La publication le :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,




**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2019.34 Séance du 29 avril 2019

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 29 avril 2019 à 20h30, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 23 avril 2019 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Étaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie ZAMMIT-HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Mme Céline LOPEZ, M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Daniel ABRIAL, M. Michel FAURE, M. Christian RAMAT, M. Gérard ALLIBE, Mme Véronique COLLADELLO, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Laurence THON, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Mireille DEYGAS, Mme Nathalie VALETTE, M. Michel BOURGEOIS, Mme Aurélie FÉLIX.

Ont donné pouvoir : M. Jean-Marc ANDRÉ à M. Gérard COLOMBET, Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, Mme Nadine NICOLAS à Mme Mireille DEYGAS, M. Pierre MELESI à M. Gérard ALLIBE.

Conseillers municipaux présents : 20

M. Gilles GARNIER a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Approbation de la déclaration de projet n°4 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'urbanisme en vue de l'extension du projet de nouvelle caserne de gendarmerie à Pizanon

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L153-54 à L153-59 et R153-15 à R153-17 ;
Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme ;
Vu la mise en compatibilité du PLU approuvée le 6 février 2014 suite à une déclaration de projet n°1, la modification simplifiée n°1 du PLU approuvée le 16 juin 2014, la modification n°1 du PLU approuvée le 20 juin 2014, les modifications n°2 et n°3 du PLU approuvées le 4 juin 2015, la mise en compatibilité du PLU approuvée le 23 janvier 2018 suite à une déclaration de projet n°2, la mise en compatibilité du PLU approuvée le 8 août 2018 suite à une déclaration de projet n°3 et la modification n°4 approuvée le 13 juin 2018 et rectifiée le 26 septembre 2018 ;
Vu la délibération du conseil municipal du 24 avril 2018 relative au projet d'extension du projet de nouvelle caserne de gendarmerie à Pizanon ;
Vu l'arrêté du Maire n°2019.57 en date du 5 février 2019 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative à la déclaration de projet n°4 emportant mise en compatibilité du PLU ;
Vu la décision du 7 janvier 2019 de l'autorité environnementale de ne pas soumettre la déclaration de projet n°4 emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme à évaluation environnementale ;
Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées tenue le 5 février 2019 ;
Vu le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur assorti d'une réserve et de 3 recommandations ;
Vu le dossier de déclaration de projet portant sur le projet d'extension du projet de nouvelle caserne de gendarmerie à Pizanon emportant mise en compatibilité du PLU annexé à la présente délibération ;
Monsieur le Maire expose :
Par arrêté n°2019.57 en date du 5 février 2019 Monsieur le Maire a prescrit l'ouverture, en mairie de Chatuzange le Goubet, d'une enquête publique du 25 février 2019 jusqu'au 27 mars 2019 inclus. Cette enquête a porté :
- d'une part sur l'intérêt général du projet de nouvelle caserne de gendarmerie à Pizanon,
- d'autre part sur la mise en compatibilité du PLU avec le projet.

Rappel du projet :

Par une délibération de principe du 22 juillet 2010 le conseil municipal de Chatuzange le Goubet a décidé de réaliser, sous maîtrise d'ouvrage communale, la construction de la nouvelle caserne de gendarmerie de Chatuzange le Goubet. Le 27 juin 2011 une décision d'agrément de principe Immobilier N°66785 a acté le principe de la construction d'une caserne pour un effectif d'un officier, 18 sous-officiers et 1 gendarme adjoint (19.33 unités logements) selon le cadre juridique du décret N°93-130 du 28 janvier 1993. A ce jour, la commune est propriétaire des terrains et possède donc aujourd'hui la maîtrise totale de l'assiette foncière de la gendarmerie (9 503m²).

Une 1ère augmentation des effectifs de gendarmerie (+ 3 sous-officiers et un gendarme adjoint) a été décidée en juillet 2015 suite à la réorganisation des unités de gendarmerie de la Drôme ; la circonscription de Saint-Marcel les Valence étant rattachée à terme à la brigade de Chatuzange le Goubet.

En février 2016, une 2ème augmentation des effectifs de gendarmerie a été décidée (+ 2 sous-officiers). Les effectifs sont ainsi passés à 1 officier, 23 sous-officiers et 2 gendarmes adjoints, soit 24.66 unités logements. Ce qui a été acté par M. le Ministre de l'Intérieur par décision modificative en date du 19 mars 2018.

Conformément à cette décision ministérielle du 19 mars 2018, l'emprise foncière de la gendarmerie précédemment limitée à 10 000m² peut être portée à 11 100m² pour tenir compte des nouveaux effectifs.

Par délibération en date du 24 avril 2018, la commune s'est donc engagée à réaliser la construction de la caserne de gendarmerie de Chatuzange le Goubet (locaux de services et techniques et logements) prévue pour la brigade à l'effectif d'un officier, 23 sous-officiers et 2 gendarmes adjoints soit 24.66UL.

Suite à une rencontre avec le maître d'œuvre et les services de la gendarmerie, il a été constaté que l'emprise actuelle (les parcelles ZA 521 et ZA 523 pour 9503m²) ne permettait pas de réaliser les logements des 6 gendarmes supplémentaires (5 sous-officiers et 1 gendarme adjoint) et de répondre aux contraintes supplémentaires du nouveau référentiel d'expression des besoins (accès indépendant pour les logements et les locaux de services etc...).

Il est ainsi nécessaire d'acquérir une emprise supplémentaire d'environ 1800m², à détacher des parcelles ZA 522 et 524, emprise actuellement classée en zone NI au PLU, d'une part pour maîtriser une emprise totale de 11 100m² et pour permettre de définir un nouvel alignement le long de la rue du Vercors.

Déroulement de la procédure :

Préalablement à l'ouverture de l'enquête et conformément aux dispositions l'article L153-54 du code de l'urbanisme, le dossier de déclaration de projet a été transmis aux personnes publiques associées (PPA). Une réunion d'examen conjoint avec ces PPA a été organisée le 5 février 2019.

Conformément au procès-verbal de synthèse de la réunion d'examen conjoint, le dossier d'approbation de la déclaration de projet n°4 n'a appelé aucune modification au dossier suite aux échanges avec les personnes publiques associées.

Déroulement de l'enquête publique et avis du commissaire enquêteur :

M. Jean-Luc Vernier a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal administratif de Grenoble.

Conformément à l'arrêté 2019.57, en date du 5 février 2019, l'enquête publique s'est tenue du 25 février 2019 jusqu'au 27 mars 2019 inclus. Le dossier d'enquête et le registre destiné au recueil des observations du public, ont été laissés à la disposition du public en mairie. Il a pu être consulté sur un poste informatique en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture et a été mis à disposition sur le site Internet de la commune.

Le commissaire enquêteur a assuré 4 permanences : le lundi 25 février de 8h à 10h, le lundi 4 mars de 15h30 à 17h30, le samedi 23 mars de 9 h à 12 h et le mercredi 27 mars de 16h30 à 17h30.

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions le lundi 8 avril 2019 et a émis un avis favorable assorti d'une réserve et de 3 recommandations à la déclaration de projet n°4 relative au projet d'extension du projet de nouvelle caserne de gendarmerie à Pizançon emportant mise en compatibilité du PLU :

- Réserve émise par le commissaire enquêteur :
« La distance des constructions à l'axe de la Rue du Vercors qui est de 15m dans le PLU actuel est réduit à 9m, soit 6m de moins dans le projet de mise en compatibilité du PLU uniquement sur le projet de gendarmerie.
Compte tenu :
-de la circulation importante aux heures de pointes,
-de la présence de la ligne bus N°32 et de l'installation d'éventuels arrêts et abris bus,
-des accès publics à ce nouvel équipement : places de stationnement en épi le long de la voie qui entraînent des manœuvres sur la chaussée
-entrée et sortie de nombreux véhicules privés et de service depuis le site -trottoirs et cheminement cycles de long de la gendarmerie
-du statut de voie structurante entre des quartiers existants et ceux à venir
Conformément au point 10 de la note de synthèse, la commune s'engage à réaliser un traitement homogène de la partie Nord de la rue du Vercors, en prenant en compte les différents aspects cités plus haut dans son aménagement et en trouvant un recul continu sur la partie Nord de la voie ».
La commune est favorable à la prise en compte de cette observation et décide en conséquent de mentionner dans la notice de présentation du dossier qu'elle s'engage à réaliser un traitement homogène de la partie Nord de la rue du Vercors, en prenant en compte les différents aspects cités plus haut dans son aménagement et en trouvant un recul continu sur la partie Nord de la voie qui deviendra à court terme une voie de desserte locale.
> La réserve est donc levée.
- Recommandations émises par le commissaire enquêteur :
 - Recommandation n°1 : « La commune complètera la notice de présentation du dossier et en particulier son chapitre 2 -le projet, en rappelant le choix de la localisation de cet équipement à Pizançon. Le rapport de présentation du PLU pourrait reprendre lui aussi ces éléments »
La commune est favorable à la prise en compte de cette recommandation et décide de compléter la notice de présentation du dossier et en particulier son chapitre 2 -le projet, en rappelant le choix de la localisation de cet équipement à Pizançon.
 - Recommandation n°2 : « Le PADD précisera la nature de la zone NI »
Comme cela a été indiqué par la commune, il est prévu de supprimer la zone NI dans la révision du PLU. Il n'y a donc pas lieu de mentionner cette zone dans le PADD.

- Recommandation n°3 : « Une ou plusieurs OAP sur l'ensemble du secteur Ouest de Pizangon en développement prendraient tout leur sens. Elles auraient comme avantage d'assurer une cohérence de l'aménagement de tout cet ensemble en cours de mutation rapide, elles intégreront dans la mesure du possible, une description précise du contenu des programmes à venir »
La commune est favorable à la prise en compte de cette recommandation et confirme que plusieurs OAP sur le secteur de Pizangon sont prévues dans la révision du PLU.

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et de la consultation des personnes publiques associées justifient les changements présentés ci-avant ;

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** la déclaration de projet n°4 portant sur l'intérêt général du projet d'extension du projet de nouvelle caserne de gendarmerie à Pizangon ;
- **APPROUVE** la mise en compatibilité du PLU en vue de la réalisation du projet d'extension du projet de nouvelle caserne de gendarmerie à Pizangon ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales ;
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité ;
- **DIT** que le dossier est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet.

La présente délibération, accompagnée du dossier de déclaration de projet n°4 emportant mise en compatibilité du PLU qui lui est annexé, est transmise au Préfet.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La publication le :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2018.91 Séance du 26 septembre 2018

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 26 septembre 2018 à 20h30, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 20 septembre 2018 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Céline LOPEZ, M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Jean-Marc ANDRÉ, M. Michel FAURE, Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, M. Gérard ALLIBE, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Laurence THON, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Mireille DEYGAS, M. Fabrice GAY, Mme Nathalie VALETTE, M. Michel BOURGEOIS, Mme Aurélie FÉLIX.

Ont donné pouvoir : M. Daniel ABRIAL à M. Michel FAURE, Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, Mme Nadine NICOLAS à M. Roger-Pierre ROLLAND, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Laurence LOPES DA SILVA.

Conseillers municipaux présents : 21

M. Roger-Pierre ROLLAND a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Approbation de la procédure de modification n° 4 du PLU : modificatifs apportés à la délibération N°2018.56 du 13 juin 2018 et au dossier d'approbation

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L101-1 à L101-3 et les articles L153-36 à L153-44 ;
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;
Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme, qui a fait l'objet d'une mise en compatibilité approuvée le 6 février 2014, d'une modification simplifiée n°1 approuvée le 16 juin 2014, d'une modification de droit commun n°1 approuvée le 20 juin 2014 et des modifications de droit commun n°2 et n°3 approuvées le 4 juin 2015 ;
Vu l'arrêté du Maire n°2017.131 du 21 avril 2017 prescrivant la modification n°4 du plan local d'urbanisme ;
Vu la délibération n°2018.56 du 13 juin 2018 approuvant la modification N°4 du PLU ;
Vu la lettre de recours gracieux de Monsieur le Préfet de la Drôme en date du 10 août 2018 demandant la suppression de 2 points inscrits dans la délibération du 13 juin 2018 à savoir :
- l'introduction d'un STECAL afin de permettre un projet d'extension d'une activité de restauration
- la suppression de 2 éléments remarquables du paysage ;

Considérant qu'en application de l'article L153-31 du code de l'urbanisme, la réduction d'un périmètre d'une protection édictée en raison de la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels relève de la procédure de révision du PLU et non d'une procédure de modification et que par conséquent il convient de rétablir l'arbre repéré au plan de zonage sur la parcelle BH n°24 et la haie remarquable identifiée sur les parcelles cadastrées AV 257 et 259 ;
Considérant que le STECAL créé sur la parcelle AH 90 afin de permettre une extension de 30m² du restaurant existant peut être maintenu compte tenu de son caractère exceptionnel et très limité ;
Considérant que les secteurs Np supprimés par la délibération n°2018.56 du 13 juin 2018 ont été maintenus par erreur sur les documents graphiques et que par conséquent il convient de rectifier cette erreur matérielle ;
Considérant qu'il convient donc de modifier la délibération n°2018.56 du 13 juin 2018 sur ces différents points ;

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **MODIFIE** la délibération n°2018.56 du 13 juin 2018 approuvant la modification du plan local d'urbanisme n°4 et rétablit l'arbre repéré au plan de zonage sur la parcelle BH n°24 et la haie remarquable identifiée sur les parcelles cadastrées AV 257 et 259 ;
- **DIT** que l'ensemble des pièces : rapport de présentation complémentaire, règlement, OAP et documents graphiques seront mis en cohérence ;
- **PRECISE** que les autres points de la modification N° 4 du PLU approuvés par délibération n°2018.56 ne sont pas modifiés ;

- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales ;
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité ;
- **DIT** que le dossier est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet.

La présente délibération, accompagnée du dossier de plan local d'urbanisme modifié qui lui est annexé, est transmise au préfet.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La publication le :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2018.68 Séance du 8 août 2018

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 8 août 2018 à 20h00, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 2 août 2018 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Céline LOPEZ, M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Jean-Marc ANDRÉ, M. Michel FAURE, Mme Nadine NICOLAS, Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, M. Gérard ALLIBE, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Mireille DEYGAS, M. Fabrice GAY, Mme Nathalie VALETTE, M. Michel BOURGEOIS, Mme Aurélie FÉLIX.

Ont donné pouvoir : Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Aurélie FÉLIX, Mme Laurence THON à M. Gérard ALLIBE, M. Daniel ABRIAL à M. Michel FAURE.

Conseillers municipaux présents : 21

M. Michel FAURE a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Approbation de la déclaration de projet N°3 emportant mise en compatibilité du PLU en vue de la réalisation du village de santé à Pizangon

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L153-54 à L153-59 et R153-15 à R153-17 ;
Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme ;
Vu la mise en compatibilité du PLU approuvée le 6 février 2014 suite à une déclaration de projet n°1, la modification simplifiée n°1 du PLU approuvée le 16 juin 2014, la modification n°1 du PLU approuvée le 20 juin 2014, les modifications n°2 et n°3 du PLU approuvées le 4 juin 2015 et la modification n°4 approuvée le 13 juin 2018 ;
Vu la délibération du conseil municipal du 24 février 2018 relative au projet de réalisation d'un « village de santé » à Pizangon ;
Vu l'arrêté du Maire n°2018.162, en date du 15 mai 2018 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative à la déclaration de projet n°3 emportant mise en compatibilité du PLU ;
Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées tenue le 15 mai 2018 ;
Vu le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur assorti d'une réserve et de 4 recommandations ;
Vu le dossier de déclaration de projet portant sur le projet de réalisation d'un « village de santé » à Pizangon emportant mise en compatibilité du PLU annexé à la présente délibération ;

M. le rapporteur expose :

Par arrêté n°2018.162, en date du 15 mai 2018 Monsieur le Maire a prescrit l'ouverture, en mairie de Chatuzange le Goubet, d'une enquête publique du 4 juin 2018 jusqu'au 6 juillet 2018 inclus. Cette enquête a porté :

- d'une part sur l'intérêt général du projet de réalisation d'un « village de santé » à Pizangon,
- d'autre part sur la mise en compatibilité du PLU avec le projet.

Rappel du projet :

Par délibération du Conseil municipal en date du 24 février 2018, la commune de Chatuzange le Goubet a lancé la réalisation d'un « village de santé » à Pizangon. L'emprise foncière support du projet porte sur la parcelle ZA 422 d'une superficie d'environ 8200 m² desservie par la rue du Vercors. Cette emprise, délimitée au Nord par le lotissement « Les Chênes Verts » et à l'Est par la salle de sport « Platinium », est en continuité de la zone urbaine de Pizangon. Cette parcelle est classée en zone « AU » non indiquée au PLU.

Déroulement de la procédure :

Préalablement à l'ouverture de l'enquête et conformément aux dispositions l'article L153-54 du code de l'urbanisme, le dossier de déclaration de projet a été transmis aux personnes publiques associées (PPA). Une réunion d'examen conjoint avec ces PPA a été organisée le 15 mai 2018.

Conformément au procès-verbal de synthèse de la réunion d'examen conjoint avec les PPA, le dossier d'approbation de la déclaration de projet n°3 prend en compte les remarques formulées, à savoir :

- l'intégration d'une disposition en vue de l'aménagement d'un local pour les vélos au sein du village de santé dans le règlement écrit ;
- l'intégration d'une disposition interdisant les constructions à usage d'habitation dans le règlement écrit ;
- l'intégration d'une disposition qui régit le stationnement dans le règlement écrit ;

l'intégration d'une disposition qui régleme la part des espaces vert dans le règlement écrit du PLU ;
l'introduction d'un complément d'argumentaire justifiant l'intérêt général du projet de Village de santé au regard notamment de l'inscription du projet de village de santé dans une logique de complémentarité des équipements à l'échelle supra communale.

Déroulement de l'enquête publique et avis du commissaire enquêteur :

M. Bernard Brun a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal administratif de Grenoble.

Conformément à l'arrêté n°2018.162, en date du 15 mai 2018, l'enquête publique s'est tenue du 4 juin 2018 jusqu'au 6 juillet 2018 inclus. Le dossier d'enquête et le registre destiné au recueil des observations du public, ont été laissés à la disposition du public en mairie. Il a pu être consulté sur un poste informatique en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture et a été mis à disposition sur le site internet de la commune.

Le commissaire enquêteur a assuré 4 permanences : le lundi 4 juin 2018 de 14 h à 17h30, le samedi 16 juin 2018 de 9 h à 12 h, le mercredi 27 juin 2018 de 8 h à 11 h et le vendredi 6 juillet 2018 de 14 h à 17h30.

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions le 24 juillet 2018 et a émis un avis favorable assorti d'une réserve et de 4 recommandations à la déclaration de projet n°3 relative au projet de réalisation d'un « village de santé » à Pizançon emportant mise en compatibilité du PLU :

- Réserve émise par le commissaire enquêteur :
« Pour permettre une meilleure compréhension du cadre réglementaire du projet, une nouvelle zone Us sera créée en remplacement du secteur Uds envisagé, le règlement de cette zone devant tenir compte des réponses formulées par la commune aux diverses interrogations formulées sur les occupations et utilisations du sol interdite et/ou admises, les implantations des constructions par rapport aux voies et emprise publique et aux limites séparatives, sur le stationnement et sur les plantations ».
La commune est favorable à la prise en compte de cette observation et décide en conséquent de créer une zone « Us » spécifique au projet de village de santé et dont le règlement écrit prend en compte des remarques du Commissaire enquêteur.
- **La réserve est donc levée.**
- Recommandations émises par le commissaire enquêteur :
 - recommandation n°1 : « La commune devrait compléter la notice de présentation du dossier et en particulier son chapitre 2-le projet, en présentant une vision globale des structures médicales à l'échelle d'agglomération ».
La commune a indiqué dans le dossier de déclaration de projet que le village de santé s'inscrit en cohérence avec la dynamique intercommunale, dans une logique de complémentarité. Complémentarité qui a été soulignée par la ville de Bourg-de-Péage dans l'édito du bulletin municipal n°83 d'avril 2018. La commune estime donc que le dossier de déclaration de projet est suffisamment argumenté sur ce point.
 - recommandation n°2 : « Le rapport de présentation du PLU pourrait être complété par les éléments de diagnostic ayant conduit à envisager un projet de village de santé. Pour le moins, dans le cadre de la révision engagée depuis plusieurs années, le futur rapport de présentation devrait justifier ce choix ».
La commune a mis en avant dans le dossier de déclaration de projet un double constat : le fait que l'offre de santé doit être étoffée et complétée afin de répondre aux besoins d'une population en augmentation régulière et le fait que la quasi-totalité de l'offre médicale est située sur le bourg du Goubet et que l'offre médicale doit être développée sur le secteur de Pizançon qui compte plus de 2400 habitants et qui fait partie du pôle urbain continu de Bourg de Péage/Romans-sur-Isère.
De plus, le dossier précise que le village de santé est réalisé à l'initiative des professionnels de la santé qui ont identifié localement les besoins en matière d'équipements de santé. Enfin, le projet s'inscrit en cohérence avec les orientations du Schéma de cohérence territoriale du Grand Rovaltain qui fixe notamment pour objectif : « l'ouverture de maisons, de centres et de pôles de santé pluridisciplinaires qui participent à l'installation de médecins sur le Grand Rovaltain » (DOO, p. 100). Ces éléments de diagnostic semblent suffisants pour justifier la réalisation du projet de village de santé à Pizançon et pourront, le cas échéant, être complétés dans le cadre du rapport de présentation du PLU en cours de révision.
 - recommandation n°3 : « Le PADD devrait a minima décrire le projet de village de santé envisagé et expliciter le classement du secteur, dans l'attente de la révision du PLU ».
La commune constate que le projet de village de santé ne va pas à l'encontre du PADD en vigueur qui fixe notamment comme orientation de « Restructurer le village de Pizançon » en favorisant « une centralité de village ». La commune estime donc que le PADD en vigueur n'a pas besoin d'être modifié et rappelle que le PADD débattu dans le cadre de la révision générale du PLU mentionne le projet de village de santé.
 - recommandation n°4 : « L'OAP pourrait être complétée par un plan de masse plus lisible indiquant les principales orientations en termes d'implantation des bâtiments et de structuration des espaces de circulation piétons, automobiles et des espaces plantés, et, dans son texte, que les parties communes seront transférées ultérieurement au domaine communal ».

La commune indique que la définition même d'une OAP est de proposer des principes généraux d'aménagement et non pas un plan masse, conformément à l'article R151-6 du CU. La commune estime donc que l'OAP peut être maintenue en l'état.

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et de la consultation des personnes publiques associées justifient les changements présentés ci-avant ;

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** la déclaration de projet portant sur l'intérêt général du projet de réalisation d'un « village de santé » à Pizançon ;
- **APPROUVE** la mise en compatibilité du PLU en vue de la réalisation d'un « village de santé » à Pizançon ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales ;
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité ;
- **DIT** que le dossier est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet.

La présente délibération, accompagnée du dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU qui lui est annexé, est transmise au préfet.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La publication le :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,




@ 31/7/2018

↳ Catherine
Pour Ma J sup
dans l'annexe
+ SUDOT

Arrêté n°2018.182 du 25 juin 2018
portant sur la mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Chatuzange le
Goubet

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-60 et R.153-18 ainsi que les articles L151-43 et R151-51, relatif au contenu des annexes du PLU ;

Vu la délibération du conseil municipal n°2012.96 en date du 20 novembre 2012, approuvant le plan local d'urbanisme ;

Vu le décret EQUR9101449D du 21 octobre 1991 relatif à l'interdiction d'accès sur l'autoroute A49 ;

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté.

ARRÊTE

Article 1 – Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Chatuzange le Goubet est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe de celui-ci, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

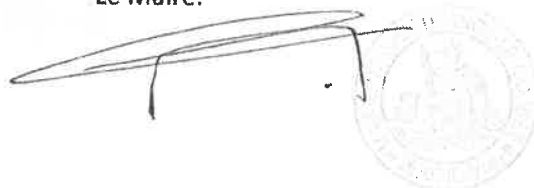
Article 2 – Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

Article 3 – Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 – Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à Monsieur le Directeur départemental des Territoires.

Fait à Chatuzange le Goubet,
Le 25 juin 2018

Christian GAUTHIER,
Le Maire.



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2018.56 Séance du 13 juin 2018

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 13 juin 2018 à 20h30, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 7 juin 2018 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Étaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Céline LOPEZ, M. Jean-Marc ANDRÉ, M. Daniel ABRIAL, M. Michel FAURE, Mme Nadine NICOLAS, Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, M. Gérard ALLIBE, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Mireille DEYGAS, M. Fabrice GAY, Mme Aurélie FÉLIX.

Ont donné pouvoir : M. Roger-Pierre ROLLAND à M. Gilles GARNIER, Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Aurélie FÉLIX, Mme Laurence THON à M. Gérard ALLIBE, Mme Nathalie VALETTE à M. Fabrice GAY, M. Michel BOURGEOIS à Mme Laurence LOPES DA SILVA.

Conseillers municipaux présents : 19

M. Jean-Marc ANDRÉ a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 20 novembre 2012 - Procédure de modification n° 4 - approbation

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L101-1 à L101-3 et les articles L153-36 à L153-44 ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;

Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme, qui a fait l'objet d'une mise en compatibilité approuvée le 6 février 2014, d'une modification simplifiée n°1 approuvée le 16 juin 2014, d'une modification de droit commun n°1 approuvée le 20 juin 2014 et des modifications de droit commun n°2 et n°3 approuvées le 4 juin 2015 ;

Vu l'arrêté du Maire n°2017.131 du 21 avril 2017 prescrivant la modification n°4 du plan local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté municipal n°2018-73 en date du 5 mars 2018 et l'arrêté municipal n°2018-138 du 23 avril 2018 soumettant la modification n°4 du plan local d'urbanisme à l'enquête publique ;

Vu le dossier soumis à enquête publique en vue notamment de satisfaire aux objectifs suivants :

- Modifier le règlement écrit et graphique (pièces 3a et 3b du PLU) pour autoriser les annexes et les extensions des constructions d'habitation existantes dans les zones A et N,
- Modifier le règlement écrit (pièce 3a du PLU) afin d'ajuster certaines règles notamment dans les zones Ua, Uc, Ud, Ue, Ui et AUag,
- Modifier le règlement graphique (pièce 3b du PLU) pour ajouter et/ou supprimer de nouveaux bâtiments susceptibles de changer de destination au titre de l'article L151-11 du Code de l'urbanisme,
- Supprimer l'orientation d'aménagement intitulée « Aménagement de la zone UD des Chirouzes » (pièce 2b du PLU),
- Corriger le cas échéant d'éventuelles erreurs matérielles et réaliser des ajustements mineurs lors de la rédaction détaillée du dossier de modification.

Vu le rapport, les conclusions motivées, les remarques et l'avis favorable du commissaire enquêteur sans réserve ;

Entendu les avis des personnes publiques associées ;

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête et de la consultation des personnes publiques associées justifient les changements suivants à la modification prévue :

Modifications apportées dans le cadre de la prise en compte de l'avis des Personnes publiques associées :

- Ajuster la dénomination des routes départementales à l'article 8 de la pièce n°3a du PLU et compléter l'article N6 sur le recul des constructions (avis du Conseil départemental de la Drôme),
- Autoriser l'hébergement touristique et hôtelier dans les changements de destination des bâtiments agricoles repérés (avis du Syndicat Mixte du SCOT Rovaltain),
- Réduire la dimension des annexes à 35 m² en zone A et N (avis de la CDPENAF de M. le Préfet), étant précisé que la commune maintient la distance des annexes aux habitations à 25 m pour des

raisons de topographie, de configuration des parcelles et de leur occupation (constructions existantes, protection végétation existante, etc.),

- Adapter la rédaction des prescriptions en matière de risques en zone A et N et supprimer les abris en bois pour animaux parqués (avis de la CDPENAF),
- Préciser que l'aménagement dans le volume existant des habitations ne devra pas créer de logement supplémentaire (avis de la CDPENAF),
- Supprimer le secteur Np qui ne se justifie plus (avis du Préfet de la Drôme et de la CDPENAF),
- Se référer à l'article L151-11 du code de l'urbanisme et non pas à l'article L 123-3-1 concernant le changement de destination dans les zones A et N (avis du Préfet de la Drôme),
- Concernant les bâtiments repérés au titre de l'article L151-11 du code de l'urbanisme, suite à l'avis de M. le Préfet du 27 novembre 2017, Monsieur le Maire a sollicité un entretien avec M. le Secrétaire Général. Lors de cette rencontre, le 22 février 2018, la commune a justifié le maintien de l'ensemble des bâtiments repérés. Un argumentaire avec des photos a été remis. En complément de cet entretien, il a été envoyé à M. le Secrétaire Général le 16 avril 2018, à sa demande, des plans de situation de chaque bâtiment afin de démontrer que les bâtiments ciblés font partie intégrante de bâti déjà existant. En réponse à notre courrier du 16 avril 2018, M. le Préfet a émis un second avis le 24 mai 2018. La commune prend en compte ce dernier avis.

Modifications apportées dans le cadre de la prise en compte de l'enquête publique :

- Dans l'ensemble des zones urbaines, la surface des piscines n'est plus comptabilisée dans la surface des annexes afin d'assurer une cohérence entre le règlement de la zone U et de la zone A et N,
- Le règlement de la zone Ue a été complété afin d'autoriser les constructions en limite séparative à condition que la hauteur de celles-ci ne dépasse pas 3 mètres au faitage. Cette disposition est également applicable aux annexes,
- L'article 11 du règlement du PLU concernant les aspects, enduits et couleurs a été modifié afin d'accepter les tuiles et menuiseries extérieures de couleur anthracite,
- Le zonage a été modifié pour que la halle remarquable (en très mauvais état) ne soit plus identifiée sur les parcelles cadastrées AV n°257 et n°259,
- Création d'un STECAL sur la parcelle AH 90 afin de permettre une extension de 30 m² du restaurant existant,
- Suppression d'un arbre repéré au plan de zonage (parcelle BH n°24) ne présentant pas de caractère remarquable,
- Article 10 du règlement : la hauteur maximale des clôtures en zone A et N sera portée à 2 mètres, comme dans les zones urbaines afin de rectifier une incohérence. De plus, les dépassements ponctuels jusqu'à 3,5 mètres pour les portails et piliers seront autorisés dans l'ensemble des zones.

Considérant que la modification n°4 du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée, conformément à l'article L153-43 du code de l'urbanisme ;

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** la modification du plan local d'urbanisme n°4 telle qu'elle est annexée à la présente.
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales.
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité.
- **DIT** que le dossier est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet.

La présente délibération, accompagnée du dossier de plan local d'urbanisme modifié qui lui est annexé, est transmise au préfet.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La publication le :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2018.06 Séance du 23 janvier 2018

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 23 janvier 2018 à 20h30, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 17 janvier 2018 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Mme Céline LOPEZ, M. Daniel ABRIAL, M. Michel FAURE, Mme Nadine NICOLAS, M. Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Laurence THON, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Mireille DEYGAS, M. Fabrice GAY, M. Michel BOURGEOIS, Mme Aurélie FÉLIX.

Ont donné pouvoir : M. Roger-Pierre ROLLAND à M. Christian GAUTHIER, M. Jean-Marc ANDRÉ à M. Gérard COLOMBET, Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Marie-Louise BERBIGUIER, M. Gérard ALLIBE à Mme Laurence THON, Mme Nathalie VALETTE à M. Michel BOURGEOIS.

Absents excusés : M. Philippe VIVET.

Conseillers municipaux présents : 19

M. Pierre MELESI a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Approbation de la déclaration de projet n°2 relative au projet de construction d'une école maternelle au Goubet emportant mise en compatibilité du PLU

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L153-54 à L153-59 et R153-15 à R153-17 ;
Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme ;
Vu la mise en compatibilité du PLU approuvée le 6 février 2014 suite à une déclaration de projet n°1, la modification simplifiée n°1 du PLU approuvée le 16 juin 2014, la modification n°1 du PLU approuvée le 20 juin 2014, les modifications n°2 et n°3 du PLU approuvées le 4 juin 2015 ;
Vu la délibération du conseil municipal du 22 février 2017 relative au projet de construction d'une école maternelle au Goubet et à la définition des objectifs, du programme des travaux et de l'enveloppe prévisionnelle ;
Vu l'arrêté du Maire n°2017.356 du 30 octobre 2017 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative à la déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLU ;
Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées tenue le 23 octobre 2017 ;
Vu le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;
Vu le dossier de déclaration de projet portant sur le projet de construction d'une école maternelle au Goubet emportant mise en compatibilité du PLU annexé à la présente délibération ;

Monsieur le rapporteur expose :

Par arrêté n°2017.356 en date du 30 octobre 2017 Monsieur le Maire a prescrit l'ouverture, en mairie de Chatuzange le Goubet, d'une enquête publique du 20 novembre 2017 à 8h00 jusqu'au 22 décembre 2017 à 17h30 inclus. Cette enquête a porté :

- d'une part sur l'intérêt général du projet de construction d'une école maternelle au Goubet,
- d'autre part sur la mise en compatibilité du PLU avec le projet.

Rappel du projet :

Par délibération du conseil municipal en date du 22 février 2017 n°2017-9, la commune de Chatuzange le Goubet a lancé un projet de construction d'une école maternelle au Goubet. L'emprise foncière support du projet se situe route des Moulins au nord du parking existant, sur une emprise d'environ 4 500m². La parcelle correspondant au projet est à détacher de la parcelle cadastrée section BH n°475. Cette parcelle est classée en zone A au PLU.

Déroulement de la procédure :

Préalablement à l'ouverture de l'enquête et conformément aux dispositions l'article L153-54 du code de l'urbanisme, le dossier de déclaration de projet a été transmis aux personnes publiques associées (PPA). Une réunion d'examen conjoint avec ces PPA a été organisée le 23 octobre 2017.

Conformément au procès-verbal de synthèse de la réunion d'examen conjoint avec les PPA, le dossier d'approbation de la déclaration de projet n°2 prend en compte certaines remarques formulées, à savoir :

- le site de la future école maternelle et du parking initialement classé en zone à urbaniser 'AUae' sera classé en zone urbaine 'Uae' ;

- l'intégration dans l'orientation d'aménagement du principe de halle anti-dérive en frange Est et Nord du site de l'école maternelle.

Déroulement de l'enquête publique et avis du commissaire enquêteur :

M. Gérard Thévenet a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal administratif de Grenoble.

Conformément à l'arrêté n°2017.356 en date du 30 octobre 2017, l'enquête publique s'est tenue du 20 novembre 2017 à 8h00 jusqu'au 22 décembre 2017 à 17h30 inclus. Le dossier d'enquête et le registre destiné au recueil des observations du public, ont été laissés à la disposition du public en mairie. Il a pu être consulté sur un poste informatique en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture et a été mis à disposition sur le site Internet de la commune.

Le commissaire enquêteur a assuré 4 permanences : le lundi 20 novembre de 8h à 11h, le jeudi 30 novembre de 14h30 à 17h30, le mercredi 6 décembre de 8h00 à 11h00 et le vendredi 22 décembre de 14h30 à 17h30.

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions le 6 janvier 2018 et a émis un avis favorable sans réserve à la déclaration de projet n°2 relative au projet de construction d'une école maternelle au Goubet emportant mise en compatibilité du PLU. Trois recommandations ont été assorties, à savoir :

- recommandation n°1 : le classement en zone urbaine de ce secteur (parking et assiette de la construction) ;
- recommandation n°2 : les compléments apportés à l'orientation d'aménagement ;
- recommandation n°3 : la sécurisation de la future liaison douce.

Comme indiqué ci-avant, le dossier d'approbation de la déclaration de projet n°2 prend en compte certaines remarques formulées par les PPA et correspondant aux recommandations n°1 et n°2 du commissaire enquêteur.

Quant à la recommandation n°3, la solution de prévoir le cheminement en frange ouest du parking nécessite une étude technique. Le tracé définitif du cheminement doux sera validé dès que l'étude technique aura établi les contraintes et les solutions techniques ainsi que le coût.

L'orientation d'aménagement a été modifiée pour intégrer, sous la forme d'une variante, la possibilité de réaliser le cheminement piéton en frange ouest du site (en rive droite du Charlieu).

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et de la consultation des personnes publiques associées justifient les changements présentés ci-avant ;

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** la déclaration de projet portant sur l'intérêt général du projet de construction d'une école maternelle au Goubet ;
- **APPROUVE** la mise en compatibilité du PLU en vue de la réalisation du projet de construction d'une école maternelle au Goubet ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales ;
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité ;
- **DIT** que le dossier est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet.

La présente délibération, accompagnée du dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU qui lui est annexé, est transmise au préfet.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La publication le :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2015.40 Séance du 4 juin 2015

Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet

Le 4 juin 2015 à 20h, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 29 avril 2015 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Mme Céline LOPEZ, M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Michel FAURE, M. Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, M. Gérard ALLIBE, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Laurence THON, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Agnès FAY, Mme Mireille DEYGAS, M. Fabrice GAY, Mme Nathalie VALETTE, Mme Aurélie FELIX.

Ont donné pouvoir : M. Daniel ABRIAL à M. Michel FAURE, Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, M. Jean-Marc ANDRE à M. Christian GAUTHIER, Mme Nadine NICOLAS à M. Pascal BERRANGER, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Laurence LOPES DA SILVA, M. Philippe VIVET à M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Michel BOURGEOIS à Mme Nathalie VALETTE.

Conseillers municipaux présents : 20

Monsieur Christian RAMAT a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Plan local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 20 novembre 2012 - Procédure de modification n° 2 - approbation

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) ;

Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal du 1^{er} octobre 2014 prescrivant la modification n°2 du plan local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté municipal n°2015-12 en date du 11/02/2015 soumettant la modification n°2 du plan local d'urbanisme à l'enquête publique ;

Vu le dossier soumis à enquête publique en vue notamment de satisfaire aux objectifs suivants :

- Ouvrir à l'urbanisation les secteurs de « la Distillerie », de « Tendillon et les Chaux », « Les granges et le Liouds » ;
- Modifier le règlement écrit afin d'ajuster l'article 6 et 7 de deux secteurs classés actuellement en zone Uc et AUai,
- Modifier le règlement écrit afin d'ajuster l'article 10 d'un secteur classé en zone Uc et d'un secteur classé en zone Ud,
- Classer en zone urbaine les opérations d'aménagements réalisées.

Entendu les avis des personnes publiques associées ;

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête et de la consultation des personnes publiques associées justifient les changements suivants à la modification prévue :

- L'ouverture à l'urbanisation sur les secteurs de « la Distillerie, Tendillon et les Chaux » ainsi que « Les Granges et les Liouds » doit faire l'objet d'une réflexion globale et donc s'inscrire dans le cadre de la révision générale du PLU en cours (prescrite le 12 février 2013),
- La rédaction de l'article 7 de la zone UC (implantation des constructions par rapport aux limites séparatives) doit être repris afin que le secteur UC1 nouvellement créé au lieu-dit « Les Guerres » soit réglementé.

Considérant que la modification n°2 du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal lève les réserves formulées par le Commissaire enquêteur ;

Considérant que la modification n°2 du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée, conformément à l'article L. 123-13 du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** la modification du plan local d'urbanisme n°2, telle qu'elle est annexée à la présente ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales ;
- **DIT** que, conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme modifié est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Drôme ;
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire :
 - dans un délai d'un mois suivant sa réception par le préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local d'urbanisme ou, dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications ;
 - après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

La présente délibération, accompagnée du dossier de plan local d'urbanisme modifié qui lui est annexé, est transmise au préfet.

Ainsi fait et délibéré,
Les jour, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le : **09 JUIN 2015**
La notification le :
La publication le : **10 JUIN 2015**
Le Maire :



Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2015.41 Séance du 4 juin 2015

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 4 juin 2015 à 20h, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 29 avril 2015 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Mme Céline LOPEZ, M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Michel FAURE, M. Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, M. Gérard ALLIBE, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Laurence THON, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Agnès FAY, Mme Mireille DEYGAS, M. Fabrice GAY, Mme Nathalie VALETTE, Mme Aurélie FELIX.

Ont donné pouvoir : M. Daniel ABRIAL à M. Michel FAURE, Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, M. Jean-Marc ANDRE à M. Christian GAUTHIER, Mme Nadine NICOLAS à M. Pascal BERRANGER, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Laurence LOPES DA SILVA, M. Philippe VIVET à M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Michel BOURGEOIS à Mme Nathalie VALETTE.

Conseillers municipaux présents : 20

Monsieur Christian RAMAT a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Plan local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 20 novembre 2012 - Procédure de modification n° 3 - approbation

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;

Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal du 19 novembre 2014 prescrivant la modification n°3 du plan local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté municipal n°2015-12 en date du 11/02/2015 soumettant la modification n°3 du plan local d'urbanisme à l'enquête publique ;

Vu le dossier soumis à enquête publique en vue notamment de satisfaire aux objectifs suivants :

- Reclasser une partie de la zone AUa au lieu-dit « Les Buissonniers » en zone AU, sur une surface d'environ 2,6 ha,
- Modifier le taux d'espaces verts en zone AUa et sur certains secteurs urbains,
- Adapter les distances d'implantation par rapport aux limites séparatives sur certains secteurs urbains,

Entendu les avis des personnes publiques associées ;

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête et de la consultation des personnes publiques associées justifient les changements suivants à la modification prévue :

- Les dispositions réglementaires introduites au sein des zones Ue (articles 7 et 13) ne sont pas maintenues car elles semblent limiter de manière trop importante l'optimisation du tissu urbain. La réflexion sur la densification des zones Ue sera toutefois traitée dans le cadre de la révision générale du PLU en cours (prescrite le 12 février 2013),

Considérant que la modification n°3 du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal lève les réserves formulées par le Commissaire enquêteur ;

Considérant que la modification n°3 du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée, conformément à l'article L. 123-13 du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** la modification du plan local d'urbanisme n°3 telle qu'elle est annexée à la présente ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au

recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales ;

- **DIT** que, conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme modifié est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Drôme ;
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire ;
 - dans un délai d'un mois suivant sa réception par le préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local d'urbanisme ou, dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications ;
 - après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

La présente délibération, accompagnée du dossier de plan local d'urbanisme modifié qui lui est annexé, est transmise au préfet.

Ainsi fait et délibéré,
Les jour, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le : **09 JUIN 2015**
La notification le :
La publication le : **10 JUIN 2015**
Le Maire :



Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2014.72 : Séance du 20 juin 2014

Reçu le

Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet

09 JUL. 2014

Le 20 juin 2014 à 20h30, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 13 juin 2014 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

La séance débute à 20h30.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER ; M. Gérard COLOMBET ; Mme Nathalie HELMER ; Mme Elisabeth DURAND ; M. Gilles GARNIER ; M. Roger-Pierre ROLLAND ; M. Daniel ABRIAL ; M. Michel FAURE ; Mme Michèle RICHARD ; M. Jean-Marc ANDRE ; Mme Nadine NICOLAS ; M. Christian RAMAT ; M. Gérard ALLIBE ; Mme Véronique COLLADELLO ; Mme Laurence LOPES DA SILVA ; Mme Marie-Louise BERBIGUIER ; Mme Agnès FAY ; Mme Mireille DEYGAS ; M. Fabrice GAY ; M. Philippe VIVET ; Mme Nathalie VALETTE ; M. Michel BOURGEOIS ; Mlle Aurélie FELIX.

Ont donné pouvoir : Mme Céline LOPEZ à Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER à M. Gérard COLOMBET, M. Pierre MELESI à Mme Nathalie VALETTE, Mme Laurence THON à M. Gérard ALLIBE.

Conseillers municipaux présents : 23

Monsieur Philippe VIVET a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Plan local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 20 novembre 2012 - Procédure de modification n° 1 - approbation

Rapporteur : Monsieur le Maire

Vu le code de l'urbanisme ;
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) ;
Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme ;
Vu la délibération du conseil municipal du 28 novembre 2013 prescrivant la modification du plan local d'urbanisme ;
Vu l'arrêté municipal n°2014-70 en date du 7 avril 2014 soumettant la modification du plan local d'urbanisme à l'enquête publique ;
Vu le dossier soumis à enquête publique en vue notamment de satisfaire aux objectifs suivants :

- Modifier partiellement la limite de la zone AUag, la Commune prévoit, le long de la rue du Vercors, la construction d'une caserne de gendarmerie dont le terrain d'assiette est inférieur à la superficie de la zone AUag sur laquelle va s'implanter l'équipement. La superficie de la zone AUag sera donc réduite en passant de 1,5 ha à environ 9 500 m². En outre, la Commune souhaite que l'article AUag 11 (« Aspect extérieur - Aménagement des abords ») ne soit pas réglementé.
- Modifier le règlement graphique (plan de zonage) : l'objectif est de porter le recul des constructions d'habitation le long de la rue du Vercors (D149B) à 15 m au lieu de 25 m, au même titre que les constructions à vocation d'activité ;
- Modifier le règlement écrit afin d'imposer une superficie minimale des terrains constructibles dans les zones Ue du PLU qui correspondent à des secteurs d'habitat diffus peu denses.

Entendu les avis des personnes publiques associées ;

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête justifient les changements suivants à la modification prévue :

- Pour tenir compte de la promulgation de la loi ALUR du 24 mars 2014 les modifications du règlement de la zone Ue, non conformes à cette loi, proposées dans le dossier d'enquête publique seront supprimées. A savoir :
 - Le passage du COS de 0,4 à 0,2
 - l'instauration d'une surface minimum de 1200m² pour les constructions dans des zones Uep
 -

- la limitation des droits de construction sur les parties résiduelles de terrain issues d'une division de moins de 10ans

Considérant que la modification du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée, conformément à l'article L. 123-13 du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** la modification du plan local d'urbanisme telle qu'elle est annexée à la présente.
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales.
- **DIT** que, conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme modifié est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Drôme.
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire :
 - dans un délai d'un mois suivant sa réception par le préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local d'urbanisme ou, dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications ;
 - après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La notification le :
La publication le :
Le Maire :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2014.62 : Séance du 16 juin 2014

Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet

Le 16 juin 2014 à 20h00, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 10 juin 2014 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

La séance débute à 20h00.

Etalent présents : M. Christian GAUTHIER ; M. Gérard COLOMBET ; Mme Nathalie HELMER ; M. Pascal BERRANGER ; Mme Elisabeth DURAND ; M. Gilles GARNIER ; Mme Céline LOPEZ ; M. Roger-Pierre ROLLAND ; M. Daniel ABRIAL ; M. Michel FAURE ; Mme Michèle RICHARD ; M. Jean-Marc ANDRE ; Mme Nadine NICOLAS ; M. Christian RAMAT ; M. Pierre MELESI ; M. Gérard ALLIBE ; Mme Véronique COLLADELLO ; Mme Laurence LOPES DA SILVA ; Mme Laurence THON ; Mme Marie-Louise BERBIGUIER ; Mme Mireille DEYGAS ; M. Fabrice GAY ; M. Philippe VIVET ; Mme Nathalie VALETTE ; M. Michel BOURGEOIS ; Melle Aurélie FELIX.

Ont donné pouvoir : Mme Agnès FAY à M. Gilles GARNIER

Conseillers municipaux présents : 26

Madame Nathalie VALETTE a été désignée secrétaire de séance.

Objet : Plan local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 20 novembre 2012 - Procédure de modification simplifiée n° 1 - approbation

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Monsieur Pascal Berranger expose le projet de modification simplifiée n°1 du PLU qui porte sur 2 points :

Point n°1 : La modification simplifiée concerne la rédaction de l'article 3 des zones Ua, Uc, Ud, Ue et AUa pour lesquelles il est imposé la réalisation d'une raquette de retournement de 11m de rayon qui pose difficulté dans son application et qui ne se justifie plus dans le contexte actuel.

Le règlement du PLU, bien que révisé au courant de l'année 2012, a été rédigé pour l'essentiel au cours de l'année 2004. Cette prescription, concernant les voiries en impasse, était dictée par le service de ramassage des ordures ménagères qui pénétrait dans les lotissements. La technique de collecte a évolué. Celle-ci est maintenant organisée par le biais de containers de regroupement implantés en bordure des opérations (excepté si l'importance de l'opération nécessite un ramassage interne). Cette disposition, dictée par le mode de ramassage des ordures ménagères, est obsolète et très consommatrice d'espace.

Point n°2 : Le projet concerne également la légende des « pastilles » du plan de zonage qui est insuffisamment précise pour l'application des marges de recul s'appliquant à la voirie communale.

Le règlement graphique n'indique pas la référence prise pour l'application de la « trouée » pour le recul des constructions.

L'application des marges, de 8 ou 9m, par rapport à l'alignement est contradictoire à l'esprit du PLU et peu économe en foncier.

Par ailleurs, la quasi-totalité des constructions se situe, dans les zones les plus denses, d'ores et déjà à 8 ou 9 mètres de l'axe des voies et non pas à 8 ou 9 mètres de l'alignement par rapport aux emprises publiques.

Aussi, afin d'explicitier la volonté des rédacteurs du PLU visant notamment, dans la zone urbaine du bourg de Chatuzange le Goubet, à « une densification douce du centre » « et présentant une typologie plus urbaine (alignement) », la légende du règlement graphique sera précisé : la distance d'implantation des constructions le long des voies communales sera mesurée par rapport à l'axe de la voie.

En conséquence, et conformément à l'article L 123-13-3 du code de l'urbanisme, une procédure de modification simplifiée du PLU a été engagée.

Rappel de la procédure :

Par délibération n° 2014-48 du 9 avril 2014, le conseil municipal a défini les modalités de la mise à disposition du public relatives au projet de la modification simplifiée n° 1 du PLU.

Cette délibération a fait l'objet d'un affichage durant un mois à la mairie.

Cette délibération a également été transmise, avec le dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU, à Monsieur Préfet de la Drôme, et aux personnes publiques associées les 7 et 8 avril 2014.

Un avis administratif informant le public de la période et des modalités de mise à disposition a été inséré dans le journal L'Impartial et a été affiché en mairie le 11 avril 2014.

Conformément à l'article L 123-13-3 du code de l'urbanisme, le dossier de modification simplifiée n° 1, présentant notamment l'exposé de ses motifs, ainsi qu'un registre permettant au public de formuler ses observations ont été mis à disposition, à la mairie de Chatuzange le Goubet.

Cette mise à disposition s'est déroulée du samedi 26 avril 2014 au mardi 27 mai 2014 inclus.

Le dossier a été complété par l'avis de l'ARS Rhône Alpes (Agence Régionale de Santé) dès sa réception le 9 mai 2014. L'ARS indique n'avoir aucune observation relative à ce projet.

Le dossier a été complété par l'avis de l'INAO (Institut national de l'origine et de la qualité) dès sa réception le 22 mai 2014. L'INAO n'a pas de remarque à formuler sur ces modifications, dans la mesure où elles n'ont pas d'incidence directe sur les AOC (Appellation d'Origine Contrôlée)/AOP (Appellation d'Origine Protégée) et IGP (Indication géographique protégée) concernées.

L'avis favorable de Valence Romans Sud Rhône Alpes a été réceptionné le 28 mai 2014, soit après la fin de la mise à disposition au public.

Le dossier a également été consultable sur le site internet de la Commune : www.chatuzangelegoubet.fr pendant toute la période de mise à disposition et a été complété de l'avis des personnes publiques citées ci avant.

Cinq observations ont été déposées dans le registre, pendant la durée de mise à disposition. Après avoir pris connaissance du dossier deux personnes ont émis un avis favorable, une autre n'est pas opposée au projet, une quatrième indique ne pas avoir de remarque particulière à formuler et enfin la dernière précise avoir pris connaissance du dossier.

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123-13, R 123-20-1 et R 123-20-2,

VU l'arrêté du maire n°2014-41 du 25 mars 2014 portant mise en œuvre de la modification simplifiée n°1 du PLU ;

VU la délibération du conseil municipal n° 2014-48 du 9 avril 2014 définissant les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'avis favorable de la commission urbanisme du 26 mai 2014 ;

CONSIDERANT que le porter à la connaissance du public qui s'est déroulé du 26 avril 2014 au 27 mai 2014 inclus n'a fait l'objet d'aucune observation remettant en cause le projet ;

CONSIDERANT que la modification simplifiée du PLU est prête à être approuvée, conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** le projet de modification simplifiée n° 1 du PLU ; tel qu'il a été mis à disposition du public ;
- **PRECISE** que la présente délibération :
 - sera transmise à Monsieur le Préfet de la Drôme,
 - fera l'objet d'un affichage pendant un mois à la Mairie de Chatuzange le Goubet,

- fera l'objet d'une mention insérée dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département,
- sera publiée au recueil des actes administratifs, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du code de l'urbanisme,
- sera tenue à la disposition du public ainsi que le dossier d'approbation à la mairie de Chatuzange le Goubet aux jours et heures habituels d'ouverture.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La notification le :
La publication le :
Le Maire :



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2014.15 : Séance du 06 février 2014

Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet



Le 06 février 2014 à 20h00, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 31 janvier 2014 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

La séance débute à 20h00.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER ; M. Gérard COLOMBET ; Mme Elisabeth DURAND ; M. Jean-François ROUVEURE ; M. Pascal BERRANGER ; M. Gilles GARNIER ; Mme Edith CAUCHARD ; Mme Nathalie VALETTE ; M. Michel BOUVAT ; Mme Laetitia GIOL ; Melle Aurélie FELIX ; M. Michel FAURE ; Mme Elodie COMBET ; Mme Laurence LOPES DA SILVA ; M. Vincent CARAT ; Mme Véronique COLLADELLO ; M. Daniel ABRIAL ; Mme Nicole MELESI ; Mme Mireille DEYGAS ; Mme Michèle RICHARD ; M. Jacky LAMURE ; M. Roger-Pierre ROLLAND ; Mme Sylvie BESSET

Ont donné pouvoir : M. Adrien PRAL à M. Jean-François ROUVEURE ; Mme Nathalie LOSTAGLIO à Mme Elisabeth DURAND

Etaient absents excusés : M. Jacques LUNEL ; M. Adrien PRAL ; Mme Nathalie LOSTAGLIO ; M. Jérôme AVRIL

Conseillers municipaux présents : 23

Monsieur Roger-Pierre ROLLAND a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Approbation de la mise en compatibilité du PLU

Rapporteur : Monsieur Pascal BERRANGER

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.300-6, L.123-14, L.123-14-2, R.123-21-1,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2224-10,

Vu le procès-verbal de la réunion du 8 juillet 2013 portant sur l'examen conjoint du projet avec les personnes publiques associées ;

Vu l'avis de l'Institut National des Appellations d'Origine Contrôlée en date du 2 août 2013 ;

Vu l'avis de la chambre d'agriculture en date du 9 juillet 2013 ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale n°A08213U0024 en date du 18 juillet 2013

Vu l'arrêté du maire n°2013-188 en date du 29 octobre 2013 soumettant à enquête publique la déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU et comprenant le procès-verbal de l'examen conjoint avec les personnes publiques associées et les avis des personnes publiques consultées,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire-enquêteur,

Vu le dossier de mise en compatibilité du PLU,

Considérant que le projet tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme,

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **DECLARE** d'intérêt général le projet d'extension de la zone d'activité de « La Part Dieu » ;
- **APPROUVE** la mise en compatibilité du PLU telle qu'elle est annexée à la présente délibération ;
- **INDIQUE** que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public ;
- **INDIQUE** qu'une mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractère apparents, dans un journal diffusé dans le département ;
- **INDIQUE** que la commune n'étant pas couverte par un SCot approuvé, la présente délibération sera exécutoire :
 - dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
 - après accomplissement des mesures de publicité.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La notification le :
La publication le : 12 FEV. 2014
Le Maire :



Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



Conseil Municipal du 6 février 2014



MAIRIE DE CHATUZANGE LE GOUBET

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 2013-13

Portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de CHATUZANGE-LE-GOUBET

Le Maire de la Commune de CHATUZANGE LE GOUBET,

Vu les articles R 211.1 à R 211.8 du Code de l'Urbanisme concernant les Droits de Prémption Urbain ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 20 novembre 2012 approuvant le Plan d'Occupation des Sols ;

Vu délibération du Conseil Municipal du 20 novembre 2012 instituant le périmètre du Droit de Prémption Urbain sur la totalité des zones U ; AUa et AU ;

Vu le plan ci-annexé, délimitant le Droit de Prémption Urbain ;

ARRETE

ARTICLE 1 – Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Chatuzange-le-Goubet est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet est reporté sur le plan ci-joint à annexer au PLU, le périmètre du Droit de Prémption Urbain.

ARTICLE 2 – La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public à la Mairie.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

ARTICLE 4 – Copie de cet arrêté sera adressée à M. Le Préfet de la Drôme.

Fait à CHATUZANGE LE GOUBET,
le lundi 4 février 2013
Monsieur le Maire,



Christian GAUTHIER

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2012.96 : Séance du 20 novembre 2012

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 20 novembre 2012 à 20h00, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 13 novembre 2012 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

La séance débute à 20h00.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER ; M. Gérard COLOMBET ; Mme Elisabeth DURAND ; M. Jean-François ROUVEURE ; M. Pascal BERRANGER ; M. Gilles GARNIER ; Mme Edith CAUCHARD ; M. Michel BOUVAT ; Mme Laetitia GIOL ; Melle Aurélie FELIX ; M. Michel FAURE ; Mme Elodie COMBET ; Mme Laurence LOPES DA SILVA ; Mme Véronique COLLADELLO ; Mme Mireille DEYGAS ; M. Roger-Pierre ROLLAND ; M. Jérôme AVRIL

Ont donné pouvoir : Mme Nathalie VALETTE à M. Gilles GARNIER ; M. Adrien PRAL à M. Gérard COLOMBET ; Mme Nathalie LOSTAGLIO à Mme Edith CAUCHARD ; M. Vincent CARAT à Mme Laetitia GIOL ; M. Daniel ABRIAL à M. Christian GAUTHIER ; Mme Nicole MELESI à M. Pascal BERRANGER ; Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND ; M. Jacky LAMURE à M. Jean-François ROUVEURE

Etaient absents excusés : Mme Nathalie VALETTE ; M. Jacques LUNEL ; M. Adrien PRAL ; Mme Nathalie LOSTAGLIO ; M. Vincent CARAT ; M. Daniel ABRIAL ; Mme Nicole MELESI ; Mme Michèle RICHARD ; M. Jacky LAMURE ; Mme BESSET Sylvie

Conseillers municipaux présents : 17

Monsieur Michel BOUVAT a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Approbation du PLU

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 février 2002 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu le débat du Conseil Municipal sur les orientations du PADD en date du 1^{er} février 2005 ;

Vu la délibération en date du 17 avril 2012 du Conseil Municipal arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation ;

Vu l'arrêté municipal n° 2012-115 en date du 19 juillet 2012 prescrivant l'enquête publique du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la réunion des Personnes Publiques Associées (PPA) en date du 26/10/2012 ;

Vu l'avis de la commission « Urbanisme » du 16/11/2012 ;

Pascal BERRANGER rappelle que le projet de P.L.U a été transmis pour avis aux personnes publiques et organismes associés à sa révision ainsi qu'aux communes limitrophes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale qui avaient demandé à être consultés sur le projet de P.L.U.

Le projet de P.L.U a été soumis à l'enquête publique par arrêté municipal n° 2012-115 en date du 19 juillet 2012. L'enquête publique s'est déroulée du 22 août 2012 au 22 septembre 2012 inclus.

Les avis rendus par les personnes publiques et organismes associés à la révision du P.L.U, les avis des communes limitrophes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale ainsi que les observations du public et avis du commissaire enquêteur ont été examinés lors du groupe de travail du 26 octobre 2012.

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et de la consultation des différents services nécessitent des modifications du plan local d'urbanisme ;

Considérant que le plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé de Pascal BERRANGER, rapporteur,

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal, ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R 1431-9 du code général des collectivités territoriales ;
- **DIT** que, conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en mairie de CHATUZANGE LE GOUBET ainsi qu'à la Direction Départementale des Territoires et dans les locaux de la préfecture ;
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire :
 - dès réception par le Préfet ;
 - après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La notification le :
La publication le :
Le Maire :

06 DEC. 2012

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,

